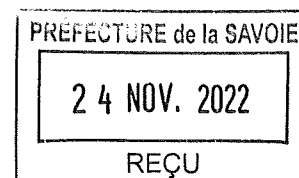


REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA SAVOIE



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SAINT-SULPICE
Séance du LUNDI 21 NOVEMBRE 2022.

L'an Deux Mille Vingt Deux, le Vingt-un NOVEMBRE à 19 heures, le Conseil Municipal dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Marcel FERRARI, Maire

Présents : Marcel FERRARI, Michel BANCELIN, J-Christophe POZO, Olivier DESSAINJEAN, Brigitte IANNUZZI, J-Marie PELTIER, Geneviève PETIT, Monique BASSET, Colette MONTET, Raphaël MARTIN, Franck BRUNET-DUNAND, Anne-Sophie VENIEN

Absent(s) excusé(s): Jacques HENRIOT donne pouvoir à Marcel FERRARI

Secrétaire : Franck BRUNET-DUNAND

Date de convocation : 14/11/2022

Date d'affichage : 14/11/2022

Votants = 13

OBJET : Avis PLUI HD

Monsieur le Maire rappelle les éléments suivants :

Par délibération en date du **18 mai 2017**, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de GRAND CHAMBERY a prescrit l'élaboration de son Plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme local de l'habitat et de Plan de déplacements urbains (PLUi HD), et défini à ce titre les objectifs poursuivis, les modalités de la concertation du public, ainsi que les modalités de collaboration avec les Communes membres.

Un débat, sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), s'est tenu au sein des conseils municipaux de chacune des Communes membres, puis au sein du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de GRAND CHAMBERY le **14 décembre 2017**.

Par délibération n° 021-19 C du **21 février 2019**, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de GRAND CHAMBERY a dressé le bilan de la concertation et arrêté le projet de PLUi HD.

Conformément aux dispositions applicables en vigueur de l'article L. 153-15 du code de l'urbanisme (CU), le projet de PLUi HD, ainsi arrêté le **21 février 2019**, « a été soumis pour avis aux Conseils municipaux des communes membres qui ont tous délibéré favorablement dans le délai des trois mois imparti ».

A ce titre, par délibération en date du **29 avril 2019**, le conseil municipal de la Commune de SAINT-SULPICE a rendu l'avis suivant : « Après délibération, le conseil municipal refuse, à l'unanimité, de délibérer sur le projet de PLUI HD arrêté ».

Cet avis du **29 avril 2019** vaut avis tacite favorable sur le projet arrêté de PLUi-HD, et ce conformément aux dispositions combinées suivantes des articles L. 153-15 et R. 153-5 du code de l'urbanisme (CU) :

- *« Lorsque l'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale émet un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, l'organe délibérant compétent de l'établissement public de coopération intercommunale délibère à nouveau et arrête le projet de plan local d'urbanisme à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés »* (cf. art. L. 153-15 du CU) ;
- *« L'avis sur le projet de plan arrêté, prévu à l'article L. 153-15, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable »* (cf. art. R. 153-5 du CU).

L'enquête publique, sur ce projet arrêté de PLUi HD, s'est tenue du **lundi 17 juin 2019**, à 00 h 01 au **jeudi 8 août 2019**, à 23 h 59.

Par délibération n° 201-19 C en date du **18 décembre 2019**, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de GRAND CHAMBERY a approuvé le PLUi HD.

Près d'une quarantaine de recours en annulation ont depuis été déposés devant le Tribunal Administratif (TA) de Grenoble, à l'encontre du PLUi-HD approuvé.

Dans le cadre de l'instruction de 6 ces recours (cf. dossier BERNARD n° 2003144 + dossier GAIGIOZ n° 2003205 + dossier LEBAS n° 2004354 + dossier MORFIN n° 2004366 + dossier CHAMBRE n° 2003095 + dossier DUPERIER n° 2003190), par courriers en dates des **20 et 21 septembre 2022**, le greffe du Tribunal Administratif (TA) de Grenoble a notifié l'information suivante à la Communauté d'Agglomération de GRAND CHAMBERY (CAGB) :

- 1) d'une part, que le TA était susceptible de retenir d'office un moyen de légalité externe, tenant à une prétendue violation des dispositions susvisées de l'article L. 153-15 du CU, à l'encontre du PLUi-HD approuvé le **18 décembre 2019** ; ;
- 2) d'autre part, que le TA était susceptible, à ce titre, de surseoir à statuer afin de donner un délai à la CAGB en vue de régulariser ce vice éventuel, puis de rendre son jugement en fonction du bon accomplissement ou non de la régularisation demandée, et ce conformément aux dispositions de l'article L. 600-9 du CU :

- 1- *« Si le juge administratif, saisi de conclusions dirigées contre un schéma de cohérence territoriale, un plan local d'urbanisme ou une carte communale, estime, après avoir constaté que les autres moyens ne sont pas fondés, qu'une illégalité entachant l'élaboration ou la révision de cet acte est susceptible d'être régularisée, il peut, après avoir invité les parties à présenter leurs observations, surseoir à statuer jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixe pour cette régularisation et pendant lequel le document d'urbanisme reste applicable, sous les réserves suivantes :*

- 2- En cas d'illégalité pour vice de forme ou de procédure, le sursis à statuer ne peut être prononcé que si l'illégalité a eu lieu, pour les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme, après le débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables.

Si la régularisation intervient dans le délai fixé, elle est notifiée au juge, qui statue après avoir invité les parties à présenter leurs observations.

Si, après avoir écarté les autres moyens, le juge administratif estime que le vice qu'il relève affecte notamment un plan de secteur, le programme d'orientations et d'actions du plan local d'urbanisme ou les dispositions relatives à l'habitat ou aux transports et déplacements des orientations d'aménagement et de programmation, il peut limiter à cette partie la portée de l'annulation qu'il prononce ».

Dans ce contexte, il apparaît donc utile et nécessaire, pour la défense des intérêts notamment de la Commune de SAINT-SULPICE, de délibérer à la fois pour :

- 1) d'une part, confirmer son précédent avis tacite favorable susvisé du **29 avril 2019** ;
- 2) d'autre part, et au titre des dispositions susvisées de l'article L. 153-15 du code de l'urbanisme (CU), rendre un avis exprès favorable « sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement » du PLUi-HD, dans ses versions successivement arrêtée le **21 février 2019**, puis approuvée le **18 décembre 2019**.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le PLUi-HD, dans ses versions successivement arrêtée le **21 février 2019**, puis approuvée le **18 décembre 2019** ;

Vu la délibération du **29 avril 2019** ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-15 et R. 153-5,

Après en avoir décidé à 2 ABSTENTIONS et 11 voix POUR, il est **décidé** :

Article 1 : De confirmer l'avis tacite favorable susvisé du **29 avril 2019** ;

Article 2 : De rendre un avis exprès favorable « sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement » du PLUi-HD, dans ses versions successivement arrêtée le **21 février 2019**, puis approuvée le **18 décembre 2019** ;

Article 3 : La présente délibération sera publiée / affichée / transmise en préfecture ...

Fait et délibéré le jour, mois, an susvisés

Pour extrait conforme, le Maire.



Publiée le **23 NOV. 2022**
Notifiée le

